

## Paysage médiatique de l'Albanie

### DE PETITS BERLUSCONIS MENACENT TOUTE VERITABLE LIBERTE DES MEDIAS EN ALBANIE

Diana Kalaja

Depuis le début des années quatre-vingt dix, époque où l'Albanie a rejeté quatre décennies de communisme, la presse, les médias et l'establishment politique jouent au jeu de la carotte et du bâton, ou plutôt du bâton et de la carotte.

La presse indépendante a souvent goûté au dur et pesant bâton des premiers pouvoirs non communistes, tandis que les nouveaux dirigeants, avocats de la démocratie et de tous ses attributs - liberté de la presse y comprise - s'adaptaient à cette nouvelle conjoncture où l'on s'attendait à ce qu'ils répondent aux critiques, alors qu'eux essayaient de se comporter comme s'ils étaient intouchables ou cherchaient à être représentés de la manière qui leur convenait.

Lorsque la gauche est arrivée au pouvoir, au terme d'un mois d'anarchie dont le gouvernement déchu de l'ancien premier ministre Sali Berisha a aussitôt attribué la responsabilité aux médias, ce ne fut que douces carottes entre la presse et les médias privés, de plus en plus nombreux, et tolérés - formellement - par Berisha.

Alors que chacun s'efforçait de créer sa propre station de télévision, les médias se sont vus reconnus en tant que force sur laquelle il fallait désormais compter. Et ils étaient confrontés à un sérieux dilemme - vivre des donations de l'Etat et chanter l'air que l'establishment voulait entendre ou renoncer aux importantes sommes d'argent provenant des annonces gouvernementales et spots publicitaires des firmes appartenant à l'Etat.

A l'origine, les autorités avaient généralement tendance à "acheter" aux médias une couverture favorable en échange d'une importante offre publicitaire gouvernementale. Le fait est généralement reconnu, bien que pas formellement, que 60% de la publicité parue dans les journaux et les médias était financé par des institutions budgétaires ou organes de l'Etat.

Ces derniers temps, néanmoins, des membres du gouvernement, tels le ministre de l'agriculture et homme d'affaires Agron Duka, ont acheté leur station de TV à Nikolle Lesi lui-même, l'un des pionniers de la liberté de la presse et éditeur du premier journal indépendant *Koha Jone*. Lesi est l'opposé du journaliste devenu politicien, qui poursuit son propre rêve, à la Berlusconi.

Silvio Berlusconi, premier ministre de l'Italie voisine, possède trois chaînes de télévision au sein de son empire *Mediaset*, un quotidien, et d'autres placements dans le secteur de la publication. De plus, il exerce une influence prépondérante sur les chaînes gouvernementales de la RAI. Alors que ses conflits d'intérêts sont vivement critiqués dans le reste du monde, en Albanie il est idéalisé, et nombreux sont ceux qui s'efforcent de l'imiter.

Mais alors qu'en Italie la démocratie a été consolidée et qu'il s'agit d'un des pays les plus industrialisés du monde, la "berlusconisation" des médias albanais va certainement servir à étouffer la liberté de la presse, ce qui est d'ailleurs déjà chose faite.

"A la différence des critiques émises à l'occident, en Albanie le personnage de Berlusconi est glorifié à tel point que les chefs des médias aimeraient se voir couronner "Berlusconis albanais", a déclaré Alfred Nune, expert médiatique albanais enseignant à l'Université Europe Viadrina de Francfort, en Allemagne.

" Il est évident que la pratique consistant à acheter des services aux médias en échange du financement de spots publicitaires est en voie de disparition et que la tendance actuelle consiste à s'assurer un contrôle direct ou indirect sur les médias grâce à la possession d'actions ou de services à caractère financier ou politique. Ce qui rend la situation, déjà nébuleuse, encore plus trouble", affirme Nune.

Shelly Markoff, conseiller permanent du projet américain IREX en Albanie, déclare pour sa part : "Il est évident qu'en Albanie, les stations de télévision sont utilisées à des fins politiques".

Faisant la parallèle, de manière peu appropriée, avec les médias américains et leur couverture de la guerre en Irak, Sheldon explique que là-bas la situation n'est pas très claire, pensant sans doute au limogeage du vétéran et correspondant de guerre Pete Arnett par la chaîne d'information FOX.

Il a pourtant ajouté qu'en Amérique tout était basé sur l'argent, alors que ce n'était pas le cas pour l'Albanie. Tout en mentionnant le propriétaire de la chaîne TV Arberia, ami du premier ministre Fatos Nano et le propriétaire de la télévision *Shijak*, proche collaborateur du chef du Parti démocratique de l'opposition, Sali Berisha.

Dans son rapport annuel sur les droits de l'homme, le département d'Etat américain a souligné que "l'ingérence politique dans les médias restait un problème et qu'il y avait au moins un cas où un dignitaire de l'Etat avait été associé à une menace contre un journaliste".

"Les médias sont très actifs et ne sont pas réprimés; pourtant il existe de sérieux problèmes fondamentaux liés à leur utilisation à des fins politiques", est-il stipulé dans le rapport du département d'Etat américain. "Les éditeurs et rédacteurs des journaux rédigent souvent les nouvelles en fonction de leurs propres intérêts politiques et financiers".

La télévision est particulièrement influente car c'est à travers elle que 80% environ du public reçoit les nouvelles et les informations. Bien que l'on ait pu noter dans certains programmes un véritable professionnalisme journalistique, l'appartenance politique a toujours prévalu.

"Les reportages politiques de la plupart des stations manquaient d'impartialité", affirme le rapport américain.

La journée de travail d'une équipe de télévision albanaise dépend des coups de fil passés à leurs rédacteurs par les grands et petits partis, dont les membres aimeraient voir leurs visages sur l'écran afin d'impressionner leurs électeurs; mais ceci se rapporte surtout au réseau de la télévision publique, obligée, de par la loi, d'assurer la couverture de la majorité des événements politiques.

L'ampleur même de ces événements force les journalistes à se rendre d'un endroit à un autre, parfois uniquement pour une prise de son et pour rassembler les informations de base nécessaires à leur contribution, au lieu d'étudier les choses en profondeur. Lorsqu'ils en sont au montage, ceux des politiciens qui ont rendu certains services au propriétaire - par exemple en lui louant les locaux de la station de TV à un prix avantageux - pourraient appeler pour demander quel sera la teneur du programme et seraient même les bienvenus s'ils désiraient en modifier le montage.

Les journalistes qui auraient dû jouer un rôle clé dans cette équation qu'est la liberté des médias, ne sont pas protégés par la loi. Quant à leurs conditions de travail, la plupart travaillent au noir, se fiant aux promesses de gentlemen ou à des contrats fictifs. Ils sont pratiquement abandonnés au bon vouloir des propriétaires, lesquels emploient la plupart du temps des étudiants de seconde année d'université - pour des bagatelles.

Tant le parti socialiste au pouvoir que le Parti démocrate, principal parti de l'opposition, critiquent eux-mêmes publiquement, par l'intermédiaire de leurs membres siégeant à la commission parlementaire, l'insuffisance des règlements visant à protéger les journalistes, mais n'ont toujours pas adopté de loi dans ce sens.

"Parmi les médias, nombreux sont les journalistes pour lesquels les cotisations de la sécurité sociale ne sont pas versées. Si bien qu'en Albanie ils sont en fait discriminés, chose d'autant plus sérieuse qu'il s'agit là des défenseurs de la liberté de parole", ont déclaré Musa Ulqini et Vili Minarolli, respectivement président et vice-président de la commission parlementaire chargée des médias.

Bien que tout le monde soit au courant de cette situation, personne ne fait rien pour y remédier.

Mustafa Nano - chroniqueur qui a signé un contrat pour la publication de ses articles tout en s'arrangeant pour ne pas être employé par le journal au plus gros tirage *Skekulli* - a déclaré à l'auteur de ce texte que la responsabilité de cette triste situation revenait à la coopération entre propriétaires et politiciens, ainsi qu'à l'absence d'un véritable professionnalisme, ou son niveau peu enviable.

Nano a ajouté que les médias étaient devenus trop influents et que les politiciens s'efforçaient par n'importe quels moyens de s'attirer leurs faveurs.

"La classe politique est devenue particulièrement sensible à l'influence de plus en plus grande des médias et de la presse, et a renforcé ses pressions", a ajouté Nano.

"Les hommes politiques ont perfectionné la méthode leur permettant de s'assurer le soutien des médias. Je ne vois pas de cas où les pouvoirs font ouvertement preuve de violence vis-à-vis d'eux. Ce que je vois, ce sont des cas de "violence raffinée", dont le but est de s'assurer un contrôle total sur la presse et sur les médias", a précisé Nano.

"Et ils y ont réussi", souligne-t-il, réfléchissant sérieusement à la possibilité de fonder son propre petit journal plutôt que de faire face à la grande probabilité de voir les rédacteurs intervenir dans ses textes.

Ancien diplomate, Nano a souligné l'absence d'opposition des propriétaires qui se laissent souvent soudoyer par les politiciens et récompenser par de gros contrats. Il a également accusé les journalistes de ne pas s'opposer ouvertement à leurs éditeurs.

"Le temps (ou plutôt le passage du temps) est le meilleur allié de éditeurs et journalistes véritablement indépendants", estime Nano.

Markoff partage cette opinion. " Sur les cinquante-six stations de télévision créées ici dernièrement en tant qu'exutoire politique, je pense que d'ici quelques années trente-cinq seulement auront survécu."